2014
L'ANNÉE EN REVUE

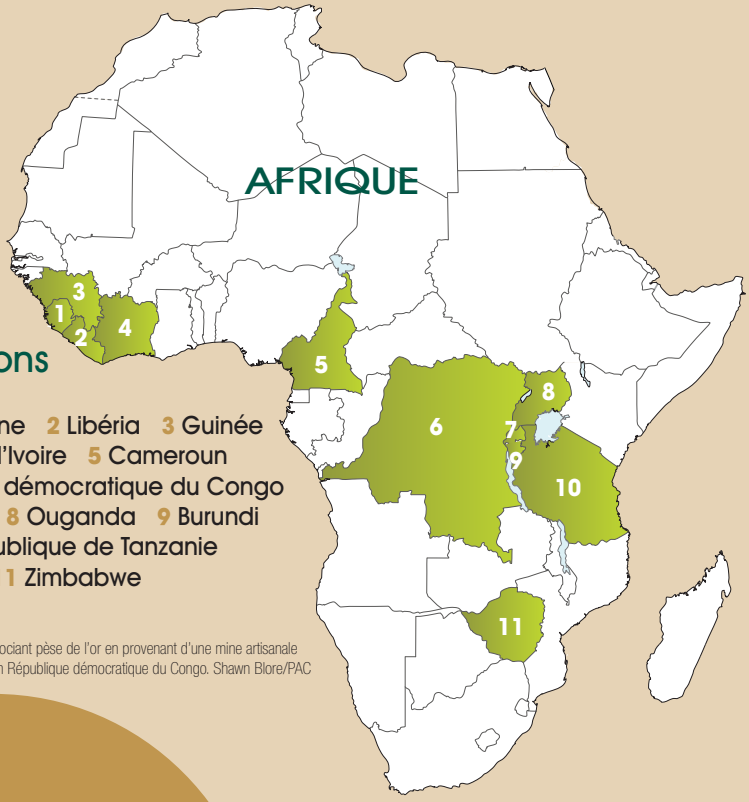
PARTENARIAT
AFRIQUE CANADA

PARTENARIAT AFRIQUE CANADA

Partenariat Afrique Canada (PAC) est un chef de file mondial en matière d'élaboration d'approches novatrices pour renforcer la gouvernance des ressources naturelles. Depuis près de 30 ans, PAC collabore avec des partenaires afin de promouvoir le dialogue sur les politiques et des solutions en faveur d'un développement durable.

- Nous enquêtons et faisons rapport sur le manque de reddition de comptes, la piètre gouvernance et les violations des droits de la personne associés aux minéraux de conflit.
- Nous élaborons et mettons en œuvre des solutions, en collaboration avec des partenaires locaux, pour améliorer la gouvernance des ressources naturelles, y compris la certification des minéraux de conflit.
- Nous faisons du renforcement des capacités et offrons de l'assistance technique pour favoriser la transparence dans le secteur minier, notamment grâce à l'élaboration de lignes directrices pour l'industrie.

Là où nous intervenons



1 Sierra Leone 2 Libéria 3 Guinée
4 Côte d'Ivoire 5 Cameroun
6 République démocratique du Congo
7 Rwanda 8 Ouganda 9 Burundi
10 République de Tanzanie
11 Zimbabwe

Photo couverture : Un négociant pèse de l'or en provenant d'une mine artisanale de la province Orientale, en République démocratique du Congo. Shawn Blore/PAC

Message de Partenariat Afrique Canada

L'année 2014 a marqué le début d'une période stimulante de croissance et de développement de nos programmes. Il y aura bientôt 30 ans que nous intervenons en faveur du développement durable en Afrique; bon nombre de ces années ont été axées sur les minéraux de conflit. Or, nous sommes à même de constater les retombées positives de nos travaux et de notre étroite collaboration avec des gouvernements, des organisations régionales et des organismes communautaires novateurs.

Notre partenariat de longue date avec la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en vue d'élaborer des normes de certification et un guide sur le devoir de diligence, a atteint un sommet cette année, lorsque la République démocratique du Congo — le pays de la région où le manque de traçabilité des minéraux et de reddition de comptes dans ce secteur est le plus marqué — a délivré son premier certificat de la CIRGL.

Cette année a été d'autant plus stimulante que nous avons obtenu les premiers résultats de notre projet d'exploitation minière artisanale, *Or juste* — et que nous avons pu mettre en commun ses réussites et ses enseignements avec nos partenaires congolais et internationaux. Les premiers résultats du projet ont suscité un soutien et un encouragement considérables de la part des bailleurs de fonds, de sorte que nous avons pu consacrer notre année à préparer l'accroissement de la taille et de la portée du programme. Nous espérons pouvoir vous communiquer des nouvelles à propos du lancement officiel du projet *Or juste* au cours des mois à venir.

En Afrique de l'Ouest, nos pensées ont accompagné tous nos proches partenaires qui ont dû relever l'immense défi de poursuivre leurs activités quotidiennes tout en composant avec la crise de l'Ebola. Malgré les pressions qui s'exercent sur l'économie et sur l'ensemble de la société, les gouvernements de la région demeurent résolus à mettre un terme au commerce illégal des diamants de conflit.

Nous accomplissons notre travail grâce l'appui que nous recevons de divers bailleurs de fonds, de même que grâce aux collaborations de longue date que nous avons forgées auprès de dirigeants locaux et de responsables des politiques au sein d'administrations publiques sur le terrain, en Afrique. Nous leur sommes reconnaissants du travail inlassable qu'ils ont accompli pour mettre en place la gouvernance des ressources naturelles — au pays et à l'étranger. Nous sommes fiers de les appuyer.

La présidente du conseil, *Susan Côté-Freeman*
Le directeur général, *Bernard Taylor*

Un creuseur artisanal à Mangi, Province Orientale (République démocratique du Congo), utilise l'équipement conçu localement à partir de matériaux simples pour séparer l'or de la terre. Joanne Lebert/PAC

Minéraux de conflit

Tout au long de l'année 2014, PAC a continué d'entretenir des relations étroites avec la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) en fournissant un soutien technique au Secrétariat et aux États membres de la CIRGL afin de faire progresser le Mécanisme régional de certification. L'année 2014 a permis d'accomplir d'énormes progrès, notamment grâce à l'émission des premiers certificats de la CIRGL en République démocratique du Congo (RDC). Durant toute l'année, PAC a offert de la formation aux fonctionnaires du ministère des mines dans les provinces de l'Est afin de leur permettre d'accroître leur habiletés à exécuter les procédures d'exportation en conformité avec les normes régionales de certification de la CIRGL.

Les progrès accomplis pour faire progresser la mise en œuvre partout dans la région ont porté leurs fruits; on a offert de la formation au Rwanda. Ayant émis son premier certificat en 2013, le Rwanda se prépare maintenant à introduire la certification à l'échelle du pays. Forts des recommandations de PAC, les responsables des politiques ont commencé à définir une stratégie pour combler les lacunes du système. Ailleurs dans la région, le Burundi a intégré en 2014 le Mécanisme régional de certification à son code juridique, ce qui constitue une première étape vers la mise en œuvre.

Tout au long de l'année, PAC joué un rôle important dans l'appui au renforcement des capacités de la CIRGL en lui fournissant un soutient technique. Nous avons collaboré étroitement avec le Comité d'audit de la CIRGL en lui fournissant de la formation et du soutien dans le but de mettre en place un système d'accréditation crédible et d'élaborer des pratiques exemplaires pour les audits. Le travail accompli par PAC a jeté les bases de l'acquisition de compétences plus poussées par les membres du secrétariat de la CIRGL, notamment en ce qui a trait à l'appui aux travaux relatifs à l'éventuelle base de données sur la certification régionale de tous les minéraux de conflit.

Le projet *Or juste*

Au cours des dernières années, PAC s'est de plus en plus employé à élaborer des solutions aux nombreux problèmes soulevés par l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or. Dans la région des Grands Lacs, particulièrement en RDC, le secteur de l'exploitation artisanale demeure essentiellement informel; il est particulièrement exposé à une corruption et à une violence généralisées, la traçabilité et le suivi de l'or étant quasi inexistants. Cette situation fait de l'or artisanal une cible idéale pour le financement des groupes armés, ce qui engendre l'exploitation des mineurs et une perte de revenus pour le gouvernement lorsque cet or sort du pays illégalement, en contrebande.

En 2013, PAC a réalisé un projet pilote *Or juste* dans la province Orientale pour acheminer de l'or légal, libre de conflit et traçable, des sites miniers artisanaux au marché international. Les mineurs d'or artisans reçoivent une formation aux meilleures techniques d'exploitation ainsi que de l'équipement de base; en retour, ils vendent l'or ainsi produit par l'entremise de voies légales.

Cette année en a été une d'apprentissage pour PAC : la réussite du projet pilote *Or juste* a permis d'en accroître l'ampleur et la portée. Durant l'année, PAC a réalisé des recherches approfondies pour trouver des sites miniers et des partenaires convenables de manière à assurer la réussite du projet, qui amorce une nouvelle phase d'expansion : en effet, c'est en 2015 que commenceront les premières exportations légales d'or libre de conflit et traçable en provenance de la RDC.

Point de mire sur les femmes et l'exploitation minière artisanale

En novembre, PAC a publié *Les femmes dans le secteur minier artisanal de l'or en République démocratique du Congo*, un document fondé sur des recherches et des analyses réalisées dans la province Orientale et dans le Sud-Kivu. Le rapport se penchait sur la réalité de la vie des femmes dans le secteur de l'exploitation artisanale de l'or pour mieux comprendre leurs vulnérabilités sexospécifiques et les possibilités d'autonomisation économique.

En mars, PAC a mené des consultations à Bukavu (Sud-Kivu), Kisangani (province Orientale) et Kinshasa auprès de la société civile, du gouvernement et des services de sécurité afin de discuter des constatations. Les parties intéressées ont accueilli favorablement les recommandations préliminaires.

La recherche de PAC a mené à un projet de trois ans, de concert avec l'Université Carleton, au Canada, et le Development Research and Social Policy Analysis Centre, à Kampala, pour étudier les répercussions de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle sur les femmes de la région. Le projet, qui comporte la collecte d'un plus grand ensemble de données et la réalisation de recherches qualitatives approfondies ainsi qu'un appui aux organismes de la base partout dans la région, cherche à améliorer la sécurité des femmes engagées dans l'exploitation minière artisanale et à accroître les avantages qu'elles en retirent.

Diamants de conflit

PAC poursuit ses travaux avec le Processus de Kimberley (KP) : il participe activement à sa gestion, à ses divers groupes de travail et à la Coalition de la société civile du PK. Puisque le PK a omis d'adopter un certain nombre de réformes nécessaires pour assurer une meilleure conformité et le respect du devoir de diligence dans le secteur du diamant, PAC a modifié ses orientations pour offrir du soutien technique et du renforcement des capacités aux pays producteurs de diamants artisanaux et à des partenaires de la société civile.

Dans le cadre de ce travail, PAC continue de déployer beaucoup d'efforts pour appuyer une approche régionale de la conformité au PK dans la région du fleuve Mano, en Afrique de l'Ouest — en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. PAC fait partie d'une équipe technique qui s'emploie à renforcer les contrôles internes, à harmoniser les politiques et à intervenir à l'échelle de la région pour régler des difficultés communes telles que la contrebande et la sous-évaluation des diamants. En 2014, la crise de l'Ebola a entravé ce travail, et les priorités convenues dans le plan d'action ont été mises en attente.

Les mineurs de diamants artisanaux du comté de Nimba, au Libéria ont passé plus de deux mois à creuser sans trouver des minéraux.
Alan Martin/PAC

Des diamants bruts d'extraction artisanale en provenance de la Côte d'Ivoire.
Alan Martin/PAC

Point de mire sur Dubaï

l'OCDE tenue à En juin, En juin, à Paris, PAC a publié *Tout ce qui brille n'est pas or : Dubaï, le Congo et le commerce illicite des minéraux de conflit*. Le rapport, qui met en relief le rôle des centres de commerce dans la déstabilisation politique et économique de la région des Grands Lacs, a été accueilli favorablement par la CIRGL et le gouvernement de la RDC.

Le rapport examinait les échappatoires dans les contrôles des importations des Émirats arabes unis (particulièrement Dubaï) qui permettent à de l'or de contrebande congolais de pénétrer dans les raffineries et dans la chaîne d'approvisionnement de l'or légal. Notre enquête s'est aussi penchée sur la façon dont l'établissement des prix de cession des diamants africains par les EAU prive les trésors africains de revenus fiscaux indispensables. Notre travail, conjugué aux recherches d'autres partenaires de la société civile, a permis de faire comprendre clairement les lacunes des contrôles internes des EAU à des initiatives axées sur la gouvernance des minéraux telles que le Guide OCDE sur le devoir de diligence et le Processus de Kimberley.

Publiez Ce Que Vous Payez
CANADA

Publiez ce que vous payez-Canada est la coalition nationale canadienne du réseau mondial de PCQVP, qui réunit plus de 800 organisations de la société civile partout dans le monde pour demander d'une même voix un secteur de l'extraction plus ouvert et responsable. La coalition canadienne est hébergée par PAC.

En 2014, on a réalisé beaucoup de progrès après l'annonce par le gouvernement du Canada, l'année précédente, qu'il imposerait des exigences de divulgation obligatoire aux sociétés extractives canadiennes exerçant leurs activités tant au Canada qu'à l'étranger. PCQVP-Canada a participé à diverses consultations gouvernementales pour faire la promotion d'une loi rigoureuse sur la transparence au Canada; après le dépôt du projet de loi, PCQVP-Canada a été invitée à témoigner à titre de témoin expert devant les comités tant du Sénat que de la Chambre des communes chargés d'étudier le projet de loi. La *Loi sur les mesures de transparence dans le secteur extractif* a été déposée en septembre et adoptée en décembre. La première série de rapports de divulgation par des sociétés canadiennes est attendue à la fin de 2016.

L'accroissement du nombre d'événements auxquels PCQVP-Canada a participé ainsi que des invitations à prononcer des allocutions sur la transparence ont considérablement rehaussé sa visibilité à l'échelle nationale et internationale. Tout au long de l'année, les membres du personnel de PCQVP-Canada ont reçu beaucoup d'attention de la part des médias nationaux canadiens, dont le *Globe and Mail*, le *Financial Post* et le *Huffington Post*.

Point de mire sur les réalisations de PAC en 2014

JANVIER

Achèvement de la phase 1 du projet pilote *Or juste* dans la province Orientale, en République démocratique du Congo.

MARS

Présentation, à l'occasion de la conférence annuelle de l'Initiative d'approvisionnement sans conflit, à Bruxelles, d'une initiative de l'industrie pour aider les entreprises à lutter contre les minéraux de conflit dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Atelier régional sur l'application de la loi dans le commerce des diamants à Abidjan, en Côte d'Ivoire, dans le cadre de l'appui à la conformité au PK en Afrique de l'Ouest.

Consultations, en République démocratique du Congo, avec la société civile et les responsables des politiques, portant sur la recherche relative aux femmes et l'exploitation minière artisanale de l'or.

AVRIL

Événement public de Publiez ce que vous payez-Canada, à Calgary, portant sur la transparence des revenus, en collaboration avec des partenaires canadiens.

PAC se rend en Ouganda pour proposer un système de respect du devoir de diligence et de renforcement des capacités afin d'assurer la conformité au Mécanisme régional de certification de la CIRGL.

MAI

Publication du rapport intitulé *Tout ce qui brille n'est pas or : Dubaï, le Congo et le commerce illicite des minéraux de conflit*.

JUIN

PAC organise un séminaire à Ottawa, au Canada, sur les chaînes d'approvisionnement responsables et libres de conflit dans la région des Grands Lacs.

Publiez ce que vous payez-Canada prend la parole à une conférence sur la transparence dans le secteur de l'extraction à Trinité-et-Tobago.

La réunion intersession du Processus de Kimberley a lieu à Shanghai, en Chine; PAC coordonne la participation de la coalition de la société civile du PK.

AOÛT

Début des ateliers de formation du comité d'audit de la CIRGL au Rwanda.

SEPTEMBRE

PAC participe à une visite d'examen du Processus de Kimberley en Australie.

OCTOBRE

Lancement d'un projet de recherche de trois ans sur les femmes dans l'exploitation minière artisanale dans la région des Grands Lacs.

PAC présente les résultats du projet pilote Or juste au Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les minéraux, les métaux et le développement durable, à Genève.

NOVEMBRE

La réunion plénière du Processus de Kimberley se tient à Guangzhou, en Chine; PAC coordonne la participation de la coalition de la société civile du PK.

Publication du rapport de PAC intitulé *Les femmes dans le secteur minier artisanal de l'or en République démocratique du Congo*.

DÉCEMBRE

Publiez ce que vous payez-Canada prend la parole à l'occasion du Dialogue sur Extractives & Sustainable Development, organisé par le PNUD à Brasilia.

Le Parlement du Canada adopte la *Loi sur les mesures de transparence dans le secteur extractif*, qui exige que les sociétés extractives canadiennes respectent des exigences de déclaration obligatoire.

Creuseurs artisanaux d'or à Mangi, Province Orientale (République démocratique du Congo). Joanne Lebert/PAC

Opérations financières

Revenus et dépenses pour l'exercice se terminant	le 31 mars 2015	le 31 mars 2014
Revenus		
Centre de recherches pour le développement international (Canada)	-	22,316
USAID/OIM	379,832	-
Union européenne	330,656	329,514
AusAid (Australie)	236,109	6,294
Federal Institute for Geosciences and Natural Resources – BGR (Allemagne)	164,641	27,018
Irish Aid	-	265,196
Commerce extérieur et Coopération au Développement (Belgique)	-	67,183
Département fédéral des affaires étrangères (Suisse)	-	5,880
Public-Private Alliance (PPA)/Resolve (É.-U.)	-	241,218
Contributions à Publiez Ce Que Vous Payez-Canada	90,328	69,402
Organisations non gouvernementales	2,136	-
Humanity United (É.-U.)	-	301,425
Université Carleton	41,803	-
Secteur privé	19,155	-
Autres contributions	13,847	18,573
Intérêts	2,617	5,773
	$1,281,124	$1,359,792
Dépenses		
Diamants de guerre	346,109	497,446
Minéraux de conflit	834,701	732,263
Transparence et imputabilité	92,928	141,632
Sécurité et droits de la personne	7,899	7,082
	$1,281,637	$1,378,423
(Insuffisance) Excédent des revenus par rapport aux dépenses	(513)	(18,631)

Appuis à notre travail
Partenariat Afrique Canada a reçu du financement d'un éventail d'organisations gouvernementales, d'institutions et d'organisations non gouvernementales du monde entier. Nous sommes profondément reconnaissants de cet appui.

Conseil d'administration

Susan Côte-Freeman (Canada) Présidente • Baudouin Hamuli Kabarhuza (RD Congo), Vice-Président
Alex Neve (Canada), Secrétaire-Trésorier • Mario Malouin (Canada) *jusqu'à juin 2014*
Ross Gallinger (Canada) *à partir de novembre 2014* • Rolland Morier (Canada) *à partir de novembre 2014*
Charles Mutasa (Zimbabwe) • Mirabelle Rodrigues (Canada) Mary Rusimbi (Tanzanie)
Marie-Angélique Savané (Sénégal) *jusqu'à février 2014* • Rebecca Tiessen (Canada)

L'honorable Flora MacDonald

PAC célèbre la vie de Flora MacDonald, qui a appuyé notre travail durant de nombreuses années et qui a présidé notre conseil d'administration en 2002 et 2003. Elle est demeurée présidente honoraire de Partenariat Afrique Canada jusqu'à sa mort, en 2015.

On se souviendra d'elle comme d'une femme visionnaire qui faisait passer ses principes avant ses intérêts personnels et dont l'engagement en faveur du soutien des communautés défavorisées de par le monde — particulièrement les femmes — ne s'est jamais démenti.

Personnel

Bernard Taylor, Directeur général • Josée Létourneau, Directrice—Finance et Administration
Joanne Lebert, Directrice—Programme des Grands Lacs • Alan Martin, Directeur de recherche—Ressources naturelles
Kady Seguin, Analyste des politiques • Claire Woodside, Directrice—Publiez Ce Que Vous Payez-Canada

Partenariat Afrique Canada tient à remercier les chercheuses et les chercheurs ainsi que les consultantes et les consultants grâce auxquels nous avons pu accomplir notre travail en 2014 : Shawn Blore, Ajay Garg, Victor Kangela Kingombe, Gisèle Eva Côté, Rob Dunn, Stephen Turyahikayo, Adam Hewson et Hélène Helbig de Balzac.

Partenariat Afrique Canada

331 rue Cooper, bureau 600, Ottawa, Ontario, K2P 0G5, Canada
Tél. : +1-613-237-6768 Téléc. : +1-613-237-6530
www.pacweb.org

ISSN : 1493-0986